SÉNAT DE BELGIQUE.

RÉUNION DU 7 JUIN 1923.

Rapport de la Commission de la Défense nationale, chargée d'examiner le Projet de Loi relatif à l'avancement, par voie de commissionnement, des officiers des armes et des services faisant organiquement partie du corps de l'aéronautique.

(Voir les n^{os} 442 (session de 1921-1922), 281 (session de 1922-1923) et les Ann. parl. de la Chambre des Représentants, séance du 31 mai 1923.)

Présents : MM. le comte DE BROQUEVILLE, président; le chevalier BEHAGHEL, CALONNE, le comte DE BROUCHOVEN DE BERGEYCK, le baron D'HUART, LIBIOULLE, PASTUR et le général GILLAIN, rapporteur.

MADAME, MESSIEURS,

Jusqu'à ce jour, dans notre armée, l'aéronautique est un corps dont le personnel est recruté, d'une part, parmi les officiers de toutes les armes et, d'autre part, dans l'élément civil.

Or, l'avancement ne marchant pas de pair dans toutes les armes, les officiers de l'aéronautique se trouvent dans une situation anormale.

Des anciens aviateurs très méritants, qui ont rendu d'éminents services pendant la guerre, aptes à exercer des commandements supérieurs dans l'aviation, se sont vus dépassés par des officiers moins anciens et moins expérimentés d'une autre arme, qui bénéficiaient d'un avancement plus rapide.

Le présent Projet de Loi permettra, par voie de commissionnement, un avancement identique, quel que soit leur arme d'origine, à tous les officiers de ce corps. Au surplus, il est équitable que cette catégorie d'officiers, exposés aux dangers en temps de paix comme en temps de guerre, ne soient pas lésés dans leur carrière d'aviateur.

Votre Commission, d'accord avec la Commission permanente de la Chambre des Représentants, estime que cette solution ne doit être que provisoire : il faut faire de l'aviation une cinquième arme et non pas la former par des éléments hétérogènes de toutes les autres armes.

Cette solution est possible et elle est nécessaire afin que les chefs de l'aéronautique puissent acquérir toute leur valeur professionnelle en passant par tous les grades de cette arme.

Au surplus, elle est réalisée ou en voie de réalisation dans les armées étrangères et la Commission émet le vœu que cette question soit mise à l'étude par M. le Ministre de la Défense nationale dans le plus bref délai possible.

Néanmoins, la Commission, à l'unanimité de ses membres, propose au Sénat d'adopter le présent Projet de Loi, qui a été voté à la Chambre des Représentants par 125 voix contre 4.

Le Rapporteur,
Général GILLAIN.

Le Président,
Comte DE BROQUEVILLE.